



AVENANT N°1
CONVENTION - CADRE RELATIVE
AU PROGRAMME D' ACTIONS DE PREVENTION DES INONDATIONS
DU BASSIN DE LA SEUDRE

Entre :

L'Etat,

représenté par Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime, préfet pilote du PAPI Bassin de la Seudre,
M. Nicolas BASSELIER,
Préfecture de la Charente-Maritime - 38 rue Réaumur - 17017 LA ROCHELLE

et représenté par Monsieur le Préfet de la Région Occitanie, préfet coordonnateur du bassin Adour-Garonne, M. Etienne GUYOT,
Préfecture de la Région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées - Place Saint-Etienne - 31038 TOULOUSE

et

Le Département de la Charente-Maritime,

représenté par son Président, M. Dominique BUSSEREAU,
Département de la Charente-Maritime - 85 Boulevard de la République - 17076 LA ROCHELLE

et

Le Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre,

porteur du Programme d'Actions de Prévention des Inondations Bassin de la Seudre,
représenté par son Président, M. Pascal FERCHAUD
SMBS – 17 rue de l'électricité - 17200 ROYAN

et

La Communauté d'Agglomération Royan Atlantique (CARA),

représentée par son Président, M. Vincent BARRAUD,
Communauté d'Agglomération Royan Atlantique - 107, avenue de Rochefort - 17200 ROYAN

et

La Communauté de Communes du Bassin de Marennes,
représentée par son Président, M. Mickaël VALLET,
Communauté de Communes du Bassin de Marennes - 10, rue du Maréchal Foch - 17320 MARENNES

Ci-après désignés par « **les partenaires du projet** »

PROJET

Préambule

Le bassin de la Seudre a connu ces dernières décennies plusieurs évènements météorologiques majeurs : une crue centennale en 1982, la tempête Martin en 1999 et la tempête Xynthia en 2010. Ces évènements ont à chaque fois engendré d'importants dégâts matériels, économiques, mais aussi environnementaux.

Face à cette problématique, le Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre (SMBS), sous l'impulsion de ses élus, s'est saisi en 2013 de l'appel à projet du Ministère de l'Environnement pour engager un Programme d'Actions de Prévention des Inondations d'intention, contractualisé de 2014 à 2015. Grâce aux études ainsi menées le PAPI complet Bassin de la Seudre a été élaboré puis labellisé en Commission Mixte Inondation le 17 octobre 2017. Compte tenu de son périmètre couvrant l'ensemble du bassin versant, de ses compétences en adéquation avec les objectifs PAPI et de son expérience dans la mise en œuvre de cette démarche, le SMBS a été choisi d'un commun accord pour devenir la structure porteuse du PAPI complet.

La convention cadre du PAPI a été signée en juillet 2018 et la mise en œuvre du programme est assurée depuis cette date par le SMBS et les différents maîtres d'ouvrages de actions. En 2020, plus de la moitié des actions sont engagées permettant ainsi de confronter le projet établi initialement avec la réalité de la mise en œuvre. Ce premier avenant vient ainsi modifier le programme d'action afin d'assurer l'atteinte des objectifs de la stratégie du PAPI.

PROJET

Article 1 – Objet du présent avenant

Le présent avenant modifie la convention – cadre relative au programme d'action de prévention des inondations du bassin de la Seudre signée en juillet 2018. Cette dernière sera désignée ci-après par « la convention-cadre ».

Article 2 – Modification de la durée de la convention-cadre

Le présent avenant modifie la durée de la convention-cadre. La fin de validité de la convention initialement prévue en juillet 2023 est repoussée à juillet 2025.

Article 3 – Modifications apportées au programme d'actions et maîtrise d'ouvrage

Les modifications apportées au programme d'actions sont définies dans les fiches jointes en annexe 3 du présent avenant. Ces fiches précisent notamment la maîtrise d'ouvrage, le plan de financement ainsi que le calendrier prévisionnel de réalisation de chaque action. Les lettres d'engagement des maîtres d'ouvrage et des co-financeurs du programme sont annexées au présent avenant.

Article 4 – Modification du montant et de l'échéancier prévisionnel du projet de prévention des inondations

Sur la durée de la convention, le coût total du programme est modifié. Il est évalué à 11 289 382 € HT, soit un montant global de 11 567 652 € (somme du montant des actions en TTC sauf pour les actions de l'axe 7 pour lesquelles le maître d'ouvrage récupère la TVA, cf. détail en annexe 4).

Ce coût global se répartit entre les différents axes du programme de la manière suivante :

Animation du PAPI	406 400 € TTC
Axe 1	343 600 € TTC
Axe 2	0 €
Axe 3	ETP communes et Animation PAPI
Axe 4	Animation PAPI
Axe 5	1 266 020 € TTC
Axe 6	60 000 € TTC
Axe 7	9 491 632 € HT
Total	11 567 652 €

L'échéancier prévisionnel modifié de l'engagement des dépenses est le suivant :

Engagement prévisionnel des dépenses par année (programme cumulé)									
Financeurs	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	TOTAL
Etat (TTC)	20 320 €	44 320 €	95 405 €	234 205 €	216 205 €	215 805 €	207 805 €	177 805 €	1 211 870 €
(Axe 7 HT)			213 500 €	213 500 €	929 755 €	929 755 €	848 646,40 €	848 646,40 €	3 983 802,80 €
Région Nouvelle-Aquitaine (Axe 7 HT)			42 700 €	42 700 €	384 590 €	384 590 €	424 323,20 €	424 323,20 €	1 703 226,40 €
Département de la Charente-Maritime (TTC)				18 950,00 €	8 150 €	8 150 €	8 150 €	8 150 €	51 550 €
(Axe 7 HT)			85 400 €	85 400 €	439 440 €	439 440 €	424 323,20 €	424 323,20 €	1 898 326,40 €
Agence de l'Eau (TTC)	20 320 €	15 240 €	15 240 €	15 240 €	15 240 €	15 240 €	15 240 €		111 760 €
SMBS (TTC)	10 160 €	29 640 €	71 125 €	62 125 €	65 725 €	80 325 €	72 325 €	57 565 €	448 990 €
CDA Royan Atlantique (TTC)				12 750,00 €	12 150,00 €	4 650,00 €	4 650,00 €	4 650,00 €	38 850,00 €
(Axe 7 HT)			65 400 €	65 400 €	365 155 €	365 155 €	278 020 €	278 020 €	1 417 150 €
CDC du Bassin de Marennes (TTC)				11 600,00 €	11 000,00 €	3 500,00 €	3 500,00 €	3 500,00 €	33 100,00 €
(Axe 7 HT)			20 000 €	20 000,00 €	78 260,00 €	78 260,00 €	146 303,20 €	146 303,20 €	489 126,40 €
Service de Prévision des Crues (TTC)		13 200 €	26 400 €	13 200 €					52 800 €
SHOM (TTC)		11 400 €	22 800 €	11 400 €					45 600 €
Particuliers				16 300 €	16 300 €	16 300 €	16 300 €	16 300 €	81 500 €
TOTAL	50 800 €	113 800 €	657 970 €	822 770 €	2 541 970 €	2 541 170 €	2 449 586 €	2 389 586 €	11 567 652 €

* La Région Nouvelle-Aquitaine ayant délibéré le 9 octobre 2017 pour un montant total de 1 700 000 €, le Syndicat d'Accompagnement du SAGE Seudre fera une demande de subvention complémentaire de 3 226,40 € auprès de ce partenaire financier lors de la mise en œuvre des actions de l'axe 7 du PAPI pour atteindre le montant total identifié dans le dossier PAPI.

Cet échéancier est fourni à titre indicatif et sera soumis à variations en fonction de l'état d'avancement opérationnel des actions.

Le tableau financier en annexe 4 de la présente convention détaille la contribution financière de chaque partenaire du projet ainsi que des tiers, pour les actions prévues dans le cadre du programme d'actions.

Le calendrier prévisionnel des engagements financiers, en Annexe 5 de la présente convention, détaille l'hypothèse de ventilation financière pluriannuelle de chacune des actions prévues dans le cadre du programme d'actions.

Article 5 – Propriété intellectuelle

Le porteur de projet s'assure que les données et documents (études, cartes, modélisations, etc.) produits dans le cadre des actions menées au sein du programme d'actions objet du présent avenant soient mis à la disposition des co-financeurs de l'action concernée. Le cas échéant, une convention spécifique précisant les conditions d'utilisation de ces données pourra être rédigée.

Article 6 – Décision de mise en place de financement et conditions de paiement

Les décisions de mise en place de financement des actions prévues par le présent avenant sont prises par les Parties à la présente convention dans le cadre de leurs règles habituelles et dans la limite des dotations budgétaires annuelles.

Article 7 – Coordination, programmation et évaluation

Le comité de pilotage étant constitué conformément au cahier des charges « PAPI 3 », sa composition n'est pas modifiée.

Article 8 – Concertation

La mise en œuvre du projet fait l'objet d'une concertation avec les parties prenantes concernées et notamment la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique, la Communauté de Communes de la Haute-Saintonge, la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, la Communauté de Communes de Gémovac & de la Saintonge Viticole, le Service Hydrographique et Océanographique de la Marine, les communes comprises pour tout ou partie dans le périmètre du SAGE Seudre au SAGE Seudre, la Chambre d'Agriculture, la Chambre de Commerce et de l'Industrie, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, le Conservatoire du littoral, le Comité régional de Conchyliculture, l'UNIMA, le SMBSA, la Fédération de pêche, les ASA/ASCO des marais de la Seudre, l'ASA de Défense d'une Partie de la Côte à Ronce-Les-Bains, les porteurs de SCOT et les porteurs de PAPI limitrophes existants (PAPI Estuaire de la Charente, PAPI Île d'Oléron et PAPI Estuaire de la Gironde) ou à venir.

Des réunions ont déjà été réalisées auprès de l'ensemble de ces partenaires lors de la mise en œuvre du PAPI d'intention et du PAPI complet. Ils continueront d'être associés au travers de réunion de concertation, au cours de la mise en œuvre du PAPI complet Bassin de la Seudre de manière à s'assurer de l'adhésion du plus grand nombre.

Article 9 – Litiges

En cas de litiges sur les dispositions contractuelles et les engagements financiers, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Poitiers.

Article 17 – Liste des annexes à la convention

Annexe 1. Périmètre du PAPI Bassin de la Seudre et communes concernées

Annexe 2. Avis de la CMI

Annexe 3. Fiches actions créées ou modifiées du PAPI Bassin de la Seudre

Annexe 4 : Attestation d'engagement des maîtres d'ouvrages et financeurs

Annexe 5. Tableau financier

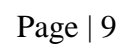
Annexe 6 : Calendrier prévisionnel

PROJET

Fait le.....

A.....

Le Préfet de la Charente-Maritime M. Nicolas BASSELIER ou son représentant	Le Préfet de la Région Occitanie, coordonnateur du bassin Adour-Garonne M. Etienne GUYOT ou son représentant
Le Président de la Région Nouvelle-Aquitaine M. Alain ROUSSET ou son représentant	Le Président du Département de la Charente-Maritime M. Dominique BUSSEREAU ou son représentant
Le Président du Syndicat Mixte d'Accompagnement du SAGE Seudre M. Pascal FERCHAUD ou son représentant	Le Président de la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique M. Vincent BARRAUD ou son représentant
Le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes M. Mickaël VALLET ou son représentant	



PROFE

Fiche action : Animation du PAPI complet « Bassin de la Seudre »			
Objectif : Assurer l'animation, le suivi ainsi que la réalisation des actions prévues dans le PAPI complet du Bassin de la Seudre.			
Description de l'action : Afin d'assurer le bon avancement de la démarche PAPI, le recrutement d'un équivalent temps plein est prévu pour assurer au quotidien les missions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - Animer les comités techniques et de pilotage du PAPI complet ainsi qu'assurer le suivi des tableaux de bord. - Conduire l'ensemble des opérations inscrites sous maîtrise d'ouvrage du SMBS. - Assurer le suivi financier du PAPI complet. - Appuyer techniquement et administrativement les maîtres d'ouvrages signataires du programme pour la mise en œuvre de leurs opérations PAPI. - Assurer la transversalité entre les différentes démarches à l'échelle du bassin versant de la Seudre (SAGE, SLGRI Littoral Charentais, opérations du SMBSA et PAPI complet du bassin de la Seudre) 			
Territoire concerné : Le bassin de la Seudre.			
Modalités de mise en œuvre : <ul style="list-style-type: none"> - <u>Maître d'ouvrage de l'action</u> : Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre - <u>Pilotage / concertation</u> : groupe de travail, comité technique et comité de pilotage - <u>Communication</u> : site internet, lettre d'information 			
Echéancier prévisionnel : 2018 - 2025			
Coût : <u>Coût global annuel de l'agent</u> : 50 800 €			
<u>Coût global de l'agent pendant la durée du programme :</u>		PAPI initial 304 800 €	Avenant n°1 101 600 €
		TOTAL 406 400 €	
Plan de financement :			
		PAPI initial	Avenant n°1
Etat (BOP 181) :	40 %	121 920 €	40 640 €
		TOTAL	
Agence de l'eau :	40 % en 2018	20 320 €	20 320 €
	30 % jusqu'en 2024		132 080 €
SMBS :	complément à 100 %	162 560 €	40 640 €
		111 760 €	
Indicateur de suivi/réussite : Elaboration d'une fiche de poste Recrutement d'un Equivalent Temps Plein Nombre de COPIL et COTECH Bilans d'avancement du programme établis lors des COPIL			

AXE 1 : Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque

- Modifications :

Fiche action n°I.M.3 : Recueil du vécu des populations face au risque de submersion marine

PROJET

Axe 1 : Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque

Fiche action n°I.M.3 : Recueil du vécu des populations face au risque de submersion marine

Objectif : Mieux appréhender la perception du risque de submersion marine par la population afin d'adapter les mesures de prévention (communication, sensibilisation).

Description de l'action :

Cette action consiste à caractériser les perceptions de la population et des acteurs locaux face au risque de submersion marine ainsi que leurs attentes en termes de gestion du risque. Ce travail de recueil se fera sous forme d'une synthèse « sociologique » comprenant les éléments suivants :

- Ciblage des acteurs,
- Construction d'enquêtes,
- Entretiens auprès de la population,
- Information et intervention dans les réunions de quartier,
- Analyse (ressenti, attentes) des enquêtes et synthèse des résultats,

Ce travail permettra d'alimenter la réflexion sur les mesures de communication et de sensibilisation mise en œuvre sur le bassin. Il se fera en étroite collaboration avec les communes de l'estuaire de la Seudre dans l'objectif d'élaborer, adapter, pérenniser le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM). Ce document d'information de la population, sous maîtrise d'ouvrage communale, est obligatoire pour les communes couvertes par un Plan de Prévention des Risques (PPR).

Territoire concerné : Estuaire de la Seudre

Cible : Population et acteurs locaux

Modalités de mise en œuvre :

- Maître d'ouvrage de l'action : Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre (SMBS)
- Pilotage / concertation : comité technique et comité de pilotage
- Communication : site internet, lettre d'information

Echéancier prévisionnel : 2023

Coût :

Coût HT : 33 333 € HT

Coût global : 40 000 € TTC

Plan de financement :

		PAPI initial	<i>Avenant n°1</i>	<i>TOTAL</i>
Etat :	50 %	Compris dans	<i>20 000 €</i>	<i>20 000 €</i>
<i>Région</i>	<i>En attente de positionnement</i>	l'animation du PAPI	<i>En attente de positionnement</i>	
SMBS :	Complément à 100 % (minima 20 %)		<i>20 000 €</i>	<i>20 000 €</i>

Indicateur de suivi/réussite :

Nombre de communes participantes

Nombre d'entretiens

Synthèse des enquêtes

Nombre de propositions permettant d'adapter les mesures de communication et de sensibilisation du risque

Nombre de DICRIM réalisés / mis à jour

AXE 5 : Réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens

- Création :

Fiche action n°V.M.3 : Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations dans l'estuaire de la Seudre

PROJET

Axe 5 : Réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens

Fiche action n°V.M.3 : Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations dans l'estuaire de la Seudre

Objectif : Réaliser les travaux de réduction de la vulnérabilité des habitations préconisés par les diagnostics de l'action V.M.1 du PAPI.

Description de l'action :

La présente action est complémentaire à la mise en œuvre du schéma global de protection de l'estuaire de la Seudre (cf. *carte 1, protections collectives*) ainsi qu'à l'amélioration de la gestion hydraulique du marais salé (cf. **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**). En effet, ces dernières ne donnent pas lieu à la mise hors d'eau de tous les bâtiments situés en zone inondable. Ainsi, l'addition de ces mesures permettra de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens sur l'ensemble de l'estuaire de la Seudre.

La présente fiche action permettra aux particuliers de bénéficier d'aides pour la réalisation des travaux de réduction de la vulnérabilité des habitations préconisés par les diagnostics de l'action V.M.1 débutée en octobre 2019. Les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de chaque propriétaire de bâtiments. Un règlement sera écrit par les collectivités proposant un co-financement afin de préciser et d'encadrer l'attribution des aides.

L'action V.M.3 s'adresse aux habitations éligibles au programme Seudre Alabri identifiées sur la carte 1 ci-dessous. Les règles d'éligibilité au programme sont consultables grâce au lien suivant : <https://www.sageseudre.fr/seudre-alabri>

Le SMBS proposera un accompagnement des particuliers pour le montage de leurs dossiers de subventions. Il réceptionnera l'ensemble des demandes et les redistribuera vers chacun des financeurs.

Estimation du montant global de la fiche action :

Considérant la diversité des bâtiments diagnostiqués et des mesures préconisées, le chiffrage global de l'action se base sur les premiers résultats des diagnostics. L'action V.M.1 a permis l'identification des habitations éligibles aux diagnostics de vulnérabilité sur l'estuaire de la Seudre (en zone inondable et en secteur de protection individuelle) et la réalisation d'une campagne de communication sur un premier secteur géographique (communes de Breuillet, Chaillevette, L'Eguille, Mornac-sur-Seudre, Saint-Sulpice-de-Royan). La démarche a été bien accueillie par la population. Une trentaine de diagnostics ont été réalisés d'octobre 2019 à septembre 2020.

Le chiffrage des travaux préconisés pour chaque habitation lors des diagnostics a été extrapolé à l'ensemble du bassin et a permis d'estimer le montant de la présente fiche action.

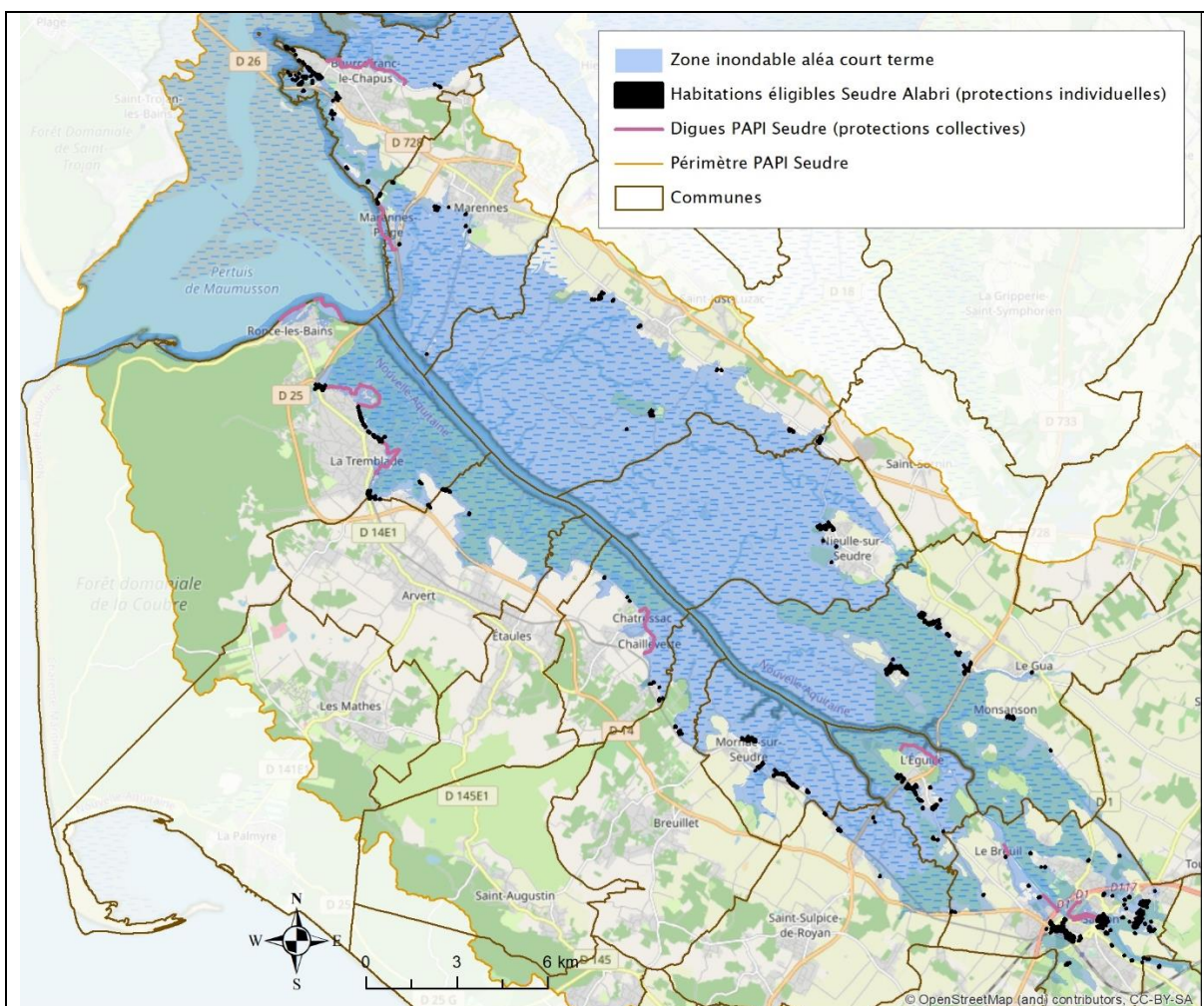


Figure 1 : Habitations éligibles au programme Seudre Alabri sur l'estuaire de la Seudre

Le chiffrage estimatif du nombre de bâtiments à diagnostiquer grâce à l'opération Seudre Alabri est de 801 habitations, 456 sur le territoire de la Communauté d'agglomération Royan Atlantique et 345 sur celui de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes. Les premiers retours d'expérience indiquent un taux d'inscription de 29 %.

L'enveloppe financière de l'action V.M.3 est calculée à partir du coût moyen issu des 31 premiers diagnostics réalisés, en considérant un taux d'inscription aux diagnostics de 32 % et un taux de réalisation de travaux suite aux diagnostics de 32 %.

Territoires concernés : L'estuaire de la Seudre

Cible : Particuliers

Modalités de mise en œuvre :

- Maître d'ouvrage de l'action : Particuliers
- Pilotage / concertation : Comité technique et comité de pilotage
- Communication : Presse, réunions publiques, courriers, site internet, lettre d'information

Echéancier prévisionnel : 2021/2025

Coût : 815 000 € TTC

Plan de financement :

Etat (FPRNM)	80 % *	652 000 € TTC
CARA	5 % * sur son territoire	23 250 € TTC
CCBM	5 % * <i>sur son territoire (en attente de positionnement du conseil communautaire)</i>	17 500 € TTC <i>(en attente de positionnement)</i>
Département 17	5 % *	40 750 € TTC
Particuliers	complément à 100 %	81 500 € TTC

* dans la limite des 10 % de la valeur vénale de chaque bien.

Indicateur de suivi/réussite :

Nombre de dossiers traités

Nombre de travaux réalisés par type de travaux préconisés

Montants financés par l'Etat et les collectivités

AXE 6 : Ralentissement des écoulements

- Création :

Fiche action n°VI.M.1 : Analyse du rôle des taillées dans la protection contre la submersion marine

PROJET

Axe 6 : Ralentissement des écoulements

Fiche action n°VI.M.1 : Analyse du rôle des taillées dans la protection contre la submersion marine

Objectif : Analyse du rôle des taillées sur la protection des enjeux situés dans les zones d'habitat diffus, non protégés par un ouvrage de protection collectif.

Contexte de l'action :

Pour l'élaboration du PAPI complet, les scénarios suivants ont été modélisés :

- effacement complet des digues de premier rang pour les événements rare et moyen (NX20VM et NXVM),
- effacement complet des digues de premier rang et retour à l'état de vasières des marais pour l'événement fréquent (X-30).

En cas d'effacement des taillées de premier rang, les constats suivants ont été établis :

- l'enveloppe submergée varie peu ;
- le niveau d'eau dans le lit mineur diminue en fond d'estuaire ;
- les niveaux baissent en rive gauche et augmentent en rive droite.

L'abandon total pourrait générer un risque plus important pour des secteurs habités non-protégés (Souhe, Artouan, St-Martin du Gua et Nieulle). L'arasement partiel et contrôlé de certaines portions de taillées pourrait atténuer la submersion de secteurs habités en fond d'estuaire.

Considérant les résultats de l'étude et la volonté actuelle des élus de redynamiser les activités économiques de ce milieu, la stratégie du PAPI complet labellisé a retenu la gestion des marais salés comme un élément clef : *« [...] L'objectif sera d'optimiser le rôle tampon joué par les marais, pour protéger les enjeux situés en arrière, tout en ne pénalisant pas les activités s'y trouvant. »*

Ainsi, la fiche action n°V.M.1 *« Analyse de vulnérabilité aux submersions marines des habitations, bâtiments économiques et établissements sensibles dans l'estuaire de la Seudre »* précisait que : *« la campagne de diagnostic inclura pour chaque secteur une analyse :*

- *de l'impact, en termes d'augmentation du nombre d'enjeux exposés et de hauteur d'eau, de l'effacement total du système de taillées du marais salé dans le cadre de l'événement fréquent.*
- *du réseau de taillées afin de déterminer d'éventuelles portions « prioritaires » pour la protection des enjeux bâtis. »*

Cependant, au regard de la complexité hydraulique du secteur, le maître d'ouvrage de l'action ne dispose pas des moyens techniques en interne pour évaluer le rôle des taillées sur les enjeux bâtis non-protégés par un système collectif. Une étude hydraulique spécifique (plus précise que celle menée dans le cadre de l'élaboration du PAPI) est nécessaire.

D'autre part ; lors de la labellisation du PAPI complet, la commission mixte inondation a recommandé de *« compléter la stratégie par l'analyse de l'impact des taillées et l'identification de celles qui jouent un rôle de protection des zones d'habitat diffus dans le marais salé, de les gérer et de les entretenir au titre de leur rôle de protection, dans le cadre de l'exercice de la compétence GEMAPI. Ce complément, incluant les questions de gouvernance des taillées, pourra faire l'objet d'un avenant à présenter en CMI. »*

Description de l'action :

Le rôle des marais dans la protection contre la submersion marine est une question récurrente depuis le début de la démarche PAPI. Une étude hydraulique analysant le rôle des digues de premier rang dans le marais, les taillées, permettra de dissocier incidences supposée et réelle. Ainsi, les effets de l'effacement et/ou la rupture de ces ouvrages seront analysés au regard des secteurs d'habitat non protégés par un système d'endiguement collectif.

Le fonctionnement hydraulique du marais est hérité des usages s'y étant succédés (saliculture, ostréiculture,

pisciculture, loisirs, etc.). Le marais étant entièrement privé, son entretien est assuré par les propriétaires en fonction des besoins induits par leurs usages. Ces derniers devront donc être intégrés comme un paramètre d'analyse. Un travail transversal avec les collectivités portant des démarches visant à redynamiser les activités sur cet espace sera nécessaire.

Par ailleurs, le linéaire considérable d'ouvrages présents dans le marais (~ 390 km uniquement pour les digues de premier rang) rend inenvisageable leur classement pour les collectivités dépositaires de la compétence GEMAPI. D'une part les analyses multicritères seraient négatives (rapport linéaire/population protégée) et d'autre part, les collectivités n'ont pas les moyens humains et financiers pour en assurer la gestion. Pour cette raison, la stratégie de protection du PAPI labellisé s'articulait autour de la :

- création de systèmes d'endiguement au droit des secteurs d'habitat dense ;
- proposition de protection individuelles dans les zones d'habitat diffus.

Les niveaux de protection des systèmes d'endiguement proposés dans le PAPI ont été calculés à partir du niveau d'eau dans le lit mineur. Ainsi, en cas de ruine des taillées, ces ouvrages demeureraient efficaces, le niveau d'eau dans le lit mineur ayant plutôt tendance à diminuer. Par ailleurs, les études de dangers des futurs ouvrages prendront en compte l'état du marais au moment de leur réalisation.

L'analyse du rôle des taillées, proposé par cette fiche, n'aura donc pas pour objectif la gestion et l'entretien de ces ouvrages dans le cadre de l'exercice de la compétence GEMAPI. Cependant, les conclusions de l'étude (par exemple la modification des niveau d'eau, de la cinétique, etc.) pourront alimenter les recommandations en termes de protections individuelles ainsi que les plans communaux de sauvegarde.

Territoires concernés : Estuaire de la Seudre

Cible : Particuliers

Modalités de mise en œuvre :

- Maître d'ouvrage de l'action : Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre (SMBS)
- Modalités de pilotage : Pilotage par le SMBS en partenariat avec les communes concernées et intercommunalités
- Communication : site internet, lettre d'information, réunions

Echéancier prévisionnel : 2023-2024

Coût : 60 000 € TTC (montant provisoire en attente de retour prestataire)

Plan de financement :

Etat : 50% (30 000 €)

Région : en attente de positionnement

SMBS : complément à 100% (minima 20%)

Indicateur de suivi/réussite :

Mise en place d'un comité de pilotage

Nombre de réunions

Rapport d'étude

AXE 7 : Gestion des ouvrages de protection hydrauliques

- **Modifications :**

Fiche action VII.M.1 : Confortement et rehaussement des digues de 1^{er} rang sur Ronce-Les-Bains

- Fiche action VII.M.1a : Etudes pré-opérationnelles
- Fiche action VII.M.1b : Travaux

Fiche action VII.M.2 : Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de La Tremblade

- Fiche action VII.M.2a : Etudes pré-opérationnelles
- Fiche action VII.M.2b : Travaux

Fiche action VII.M.3 : Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de Chaillevette

- Fiche action VII.M.3a : Etudes pré-opérationnelles
- Fiche action VII.M.3b : Travaux

Fiche action VII.M.4 : Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de l'Eguille-sur-Seudre

- Fiche action VII.M.4a : Etudes pré-opérationnelles
- Fiche action VII.M.4b : Travaux

Fiche action VII.M.5 : Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de Saujon

- Fiche action VII.M.5a : Etudes pré-opérationnelles
- Fiche action VII.M.5b : Travaux

Fiche action VII.M.6 : Confortement/rehaussement de la digue de 1^{er} rang sur la commune de Marennes

- Fiche action VII.M.6a : Etudes pré-opérationnelles
- Fiche action VII.M.6b : Travaux

Fiche action VII.M.7 : Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de Bourcefranc-Le-Chapus

- Fiche action VII.M.7a : Etudes pré-opérationnelles
- Fiche action VII.M.8b : Travaux

2. Création :

Fiche action VII.M.8 : Etudes stratégiques de réduction de la vulnérabilité à la submersion marine sur le secteur sud de L'Eguille

Axe VII : Gestion des ouvrages de protection hydraulique

Fiche action n°VII.M.1 : Confortement et rehaussement des digues de 1er rang sur Ronce-Les-Bains

Objectif : Conforter et rehausser le brise-lame ainsi que la digue de Mus-de-Loup permettant de protéger la station balnéaire de Ronce-Les-Bains.

Description de l'action :

Cette action consiste à conforter et rehausser la digue maçonnée et la digue Mus-de-Loup, accompagnés de la reprise des ouvrages hydrauliques, afin de protéger les nombreux enjeux existants sur Ronce-Les-Bains. Le dimensionnement des ouvrages est fait pour un événement correspondant au niveau Xynthia + vents Martin + 20cm (période de retour estimée à 300 ans) :

- Digue maçonnée : à la cote 5,20 m NGF sur environ 660 mètres (hauteur d'ouvrage 1,1 m), ainsi que 12 batardeaux afin de barrer les descentes à la mer et fermer le système d'endiguement.
- Mus-de-Loup (digue en terre) : à la cote 5,10 m NGF sur environ 900 mètres (hauteur d'ouvrage 1 m).



Le projet de protection permettrait de mettre hors d'eau 395 habitations, 91 entreprises, la chapelle ainsi que l'IFREMER pour l'aléa rare. L'ensemble des enjeux exposés au risque de submersion marine est récapitulé dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Secteur de Ronce-Les-Bains : tableau récapitulatif des enjeux exposés

Secteur : Ronce-Les-Bains A : Etat actuel ; B : Etat aménagé			Aléas									
			Fréquent : X-30		Connu : Martin/Xynthia		Moyen : NXVM		Rare : NX20VM		Extrême : NX60VM	
			A	B	A	B	A	B	A	B	A	B
Enjeux humains	Nombre Habitations (hauteur d'eau)	<0,5m	59	0	68	0	123	0	124	0	96	96
		0,5 - 1m	7	0	66	0	95	0	166	0	115	115
		>1m	0	0	16	0	58	0	105	0	254	254
		Total	66	0	150	0	276	0	395	0	465	465
Enjeux éco	Entreprises (nombre)	Total	7	0	62	0	80	0	91	0	104	104
Ets Sensibles	IFREMER	hauteur d'eau (m)	0	0	1-2	0	1-2	0	1-2	0	1-2	1-2
	Chapelle	hauteur d'eau (m)	0	0	0	0	0	0	<0,5	0	<0,5	<0,5
Enjeux de réseaux	Routes (linéaire en m)	Routes I	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Routes II	742	0	1769	0	3260	0	4808	0	5792	5792
		Chemins	19	0	370	0	1125	0	1604	0	1658	1658
		Voies ferrées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Total (m)	762	0	2138	0	4386	0	6412	0	7450	7450

Le scénario de protection identifié pourra faire l'objet d'ajustements notamment dans le tracé des protections au stade des études d'Avant-Projet et Projet. La problématique du ressuyage des submersions marines et de l'évacuation des eaux pluviales de la zone sera étudiée lors de l'étude de projet.

Par ailleurs, la cote du terrain naturel est supérieure à la cote de protection sur une centaine de mètres. Considérant, la fixation du trait de côte de part et d'autre de ce tronçon, il conviendra d'étudier l'éventuel effet d'érosion que pourraient créer ces ouvrages et si besoin mettre en œuvre les aménagements nécessaires pour lutter contre ce phénomène.

Ces aménagements seront conçus de façon à permettre leur éventuel rehaussement qui pourrait s'imposer, dans les décennies à venir, en raison de l'élévation du niveau marin lié au réchauffement climatique.

Une fois ces travaux achevés et comme le stipule le décret n° 2015-526 du 14/05/2015, un entretien ainsi qu'une surveillance seront programmés et menés par les gestionnaires afin de s'assurer, au fil du temps, du bon état des ouvrages.

Territoire concerné : Commune de La Tremblade (Ronce-Les-Bains)

Modalités de mise en œuvre :

- Maître d'ouvrage des études et travaux : Département de la Charente-Maritime
- Gestionnaire des ouvrages : Communauté d'Agglomération Royan Atlantique
- Marché de maîtrise d'œuvre : Etudes Avant-Projet et Projet (étude détaillée du principe de protection retenu), assistance pour la passation aux contrats de travaux, direction de l'exécution des travaux
- Procédures réglementaires : Etude d'impact, évaluation incidences Natura 2000, Loi sur l'eau, enquête publique, DPM, DIG, DUP, Etude de Dangers
- Opérations de communication : Concertation L300-2 du code de l'urbanisme ainsi que les COTECH et COPIL réalisés par le porteur PAPI

Echéancier prévisionnel :

- Fiche action VII.M.1a :

Etudes de maîtrise d'œuvre et études réglementaires : 2020-2022

- Fiche action VII.M.1b :

Echelonnement des travaux : 2022-2023

Coût total : 1 280 800 € HT

- Fiche action VII.M.1a : 287 000 € HT (Etudes pré-opérationnelles)
- Fiche action VII.M.1b : 993 800 € HT (Travaux)

Plan de financement :

- Fiche action VII.M.1a :

Département de Charente-Maritime : 20% (57 400 € HT)

Etat : 50% (143 500 € HT)

Région : 10% (28 700 € HT)

Communauté d'Agglomération Royan Atlantique : 20% (57 400 € HT)

- Fiche action VII.M.1b :

Département de Charente-Maritime : 20% (198 760 € HT)

Etat : 40% (397 520 € HT)

Région : 20% (198 760 € HT)

Communauté d'Agglomération Royan Atlantique : 20% (198 760 € HT)

Indicateur de suivi/réussite :

Validation de la solution retenue par le comité de pilotage de l'étude de projet

Suivi des travaux et Procès-verbal de réception de l'ouvrage

Axe VII : Gestion des ouvrages de protection hydraulique

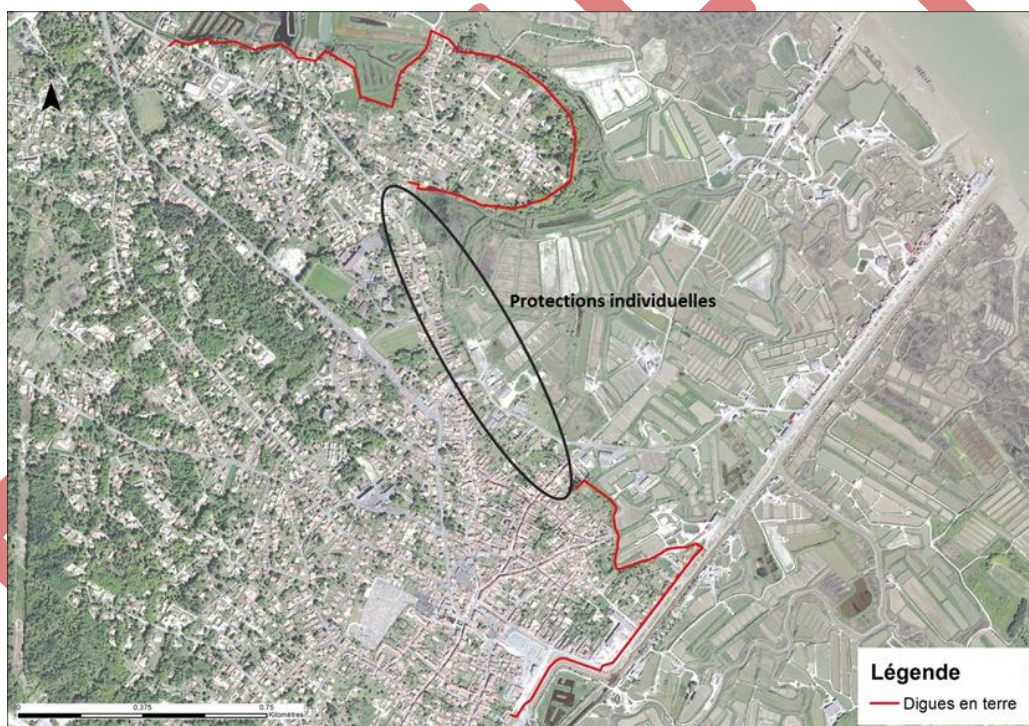
Fiche action n°VII.M.2 : Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de La Tremblade

Objectif : Mettre en place une protection rapprochée du centre urbain de la commune de La Tremblade, par la création d'un système de digues de retrait.

Description de l'action :

Cette action consiste à créer deux digues de retrait en terre afin de protéger une partie du centre urbain de La Tremblade. A noter que quatre ouvrages hydrauliques sont associés à ce projet d'aménagement. Le dimensionnement des ouvrages est fait pour un événement correspondant au niveau Xynthia + vents Martin + 20cm (période de retour estimée à 300 ans) :

- Secteur Nord : à la cote 4,25 m NGF sur environ 2 100 mètres (hauteur de l'ouvrage 1 m).
- Secteur Sud : à la cote 4,25 m NGF sur environ 1500 mètres (hauteur de l'ouvrage 0,75 m).



Le choix de deux ouvrages séparés par une zone de protections individuelles s'explique par :

- Une faible concentration d'enjeux, associée à de faibles hauteurs d'eau (<0,5 m) dans la zone de protections individuelles,
- Une ACB négative avec un ouvrage continu (plus de 4 km de linéaire).

Le projet de protection n'altère que peu l'emprise du milieu naturel. En effet, les aménagements se situent en limite de zone humide. Par ailleurs, on observe un impact hydraulique au droit des ouvrages d'une vingtaine de centimètres en marais.

Le projet de protection permettrait de mettre hors d'eau 224 habitations et 117 entreprises pour l'aléa rare. L'ensemble des enjeux exposés au risque de submersion marine est récapitulé dans le

tableau ci-dessous :

Tableau 2 : Secteur de La Tremblade : tableau récapitulatif des enjeux exposés

Secteur : La Tremblade <i>A : Etat actuel ; B : Etat aménagé</i>			Aléas									
			Fréquent : X-30		Connu : Martin/Xynthia		Moyen : NXVM		Rare : NX20VM		Extrême : NX60VM	
			A	B	A	B	A	B	A	B	A	B
Enjeux humains	Nombre Habitations (hauteur d'eau)	<0,5m	14	0	100	0	130	0	147	0	112	112
		0,5 - 1m	8	0	15	0	30	0	62	0	136	136
		>1m	7	0	7	0	9	0	15	0	29	29
		Total	29	0	122	0	169	0	224	0	277	277
Enjeux éco	Entreprises (nombre)	Total	0	0	78	0	106	0	117	0	125	125
Enjeux de réseaux	Routes (linéaire en m)	Routes I	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Routes II	284	0	2241	0	3001	0	3624	0	4346	4346
		Chemins	357	0	803	0	1067	0	1368	0	1409	1409
		ferées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Total (m)	642	0	3044	0	4068	0	4992	0	5755	5755
Enjeux agricoles	Surfaces (ha)	Cultures submergées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Prairies submergées	0,29	0,00	0,29	0,00	0,29	0,00	0,29	0,00	0,29	0,29
		Total (ha)	0,29	0,00	0,29	0,00	0,29	0,00	0,29	0,00	0,29	0,29

Le scénario de protection identifié pourra faire l'objet d'ajustements notamment dans le tracé des protections au stade des études d'Avant-Projet et Projet. La problématique du ressuyage des submersions marines et de l'évacuation des eaux pluviales de la zone sera étudiée lors de l'étude de projet.

La création des digues en terre nécessitera un apport de matériaux. Il sera primordial d'engager, au préalable, des études géotechniques afin d'identifier de potentielles zones d'emprunt de matériaux à proximité et d'engager les acquisitions foncières. Par ailleurs des démarches d'acquisitions de terrains privés localisés sous l'emprise des futurs projets seront envisagées au préalable par le futur gestionnaire.

Ces aménagements seront conçus de façon à permettre leur éventuel rehaussement qui pourrait s'imposer, dans les décennies à venir, en raison de l'élévation du niveau marin lié au réchauffement climatique.

Une fois ces travaux achevés et comme le stipule le décret n° 2015-526 du 14/05/2015, un entretien ainsi qu'une surveillance seront programmés et menés par les gestionnaires afin de s'assurer, au fil du temps, du bon état des ouvrages.

Territoire concerné : Commune de La Tremblade

Modalités de mise en œuvre :

- Maître d'ouvrage des études et travaux : Département de la Charente-Maritime
- Gestionnaire des ouvrages : Communauté d'Agglomération Royan Atlantique
- Marché de maîtrise d'œuvre : Etudes Avant-Projet et Projet (étude détaillée du principe de protection retenu), assistance pour la passation aux contrats de travaux, direction de l'exécution des travaux

- Procédures réglementaires : Etude d'impact, évaluation incidences Natura 2000, Loi sur l'eau, enquête publique, DIG, accords fonciers, DUP, DPM, Etude de Dangers

- Opérations de communication : Concertation L300-2 du code de l'urbanisme ainsi que les COTECH et COPIL réalisés par le porteur PAPI

Echéancier prévisionnel :

- Fiche action VII.M.2a :

Etudes de maîtrise d'œuvre et études réglementaires : 2020-2022

- Fiche action VII.M.2b :

Echelonnement des travaux : 2022-2023

Coût total : 1 510 000 € HT (877 000 € HT pour le secteur Nord et 653 000 € HT pour le secteur Sud)

- Fiche action VII.M.2a : 215 000 € HT (Etudes pré-opérationnelles)
- Fiche action VII.M.2b : 1 295 000 € HT (Travaux)

Plan de financement :

- Fiche action VII.M.2a :

Département de Charente-Maritime : 20% (43 000 € HT)

Etat : 50% (107 500 € HT)

Région : 10% (21 500 € HT)

Communauté d'Agglomération Royan Atlantique : 20% (43 000 € HT)

- Fiche action VII.M.2b :

Département de Charente-Maritime : 20% (259 000 € HT)

Etat : 40% (518 000 € HT)

Région : 20% (259 000 € HT)

Communauté d'Agglomération Royan Atlantique : 20% (259 000 € HT)

Indicateur de suivi/réussite :

Validation de la solution retenue par le comité de pilotage de l'étude de projet
Suivi des travaux et Procès-verbal de réception de l'ouvrage

Axe VII : Gestion des ouvrages de protection hydraulique

Fiche action n°VII.M.3 : Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de Chaillevette

Objectif : Mettre en place une protection rapprochée du centre urbain de la commune de Chaillevette, par la création d'une digue de retrait.

Description de l'action :

Cette action consiste à créer une digue de retrait en terre afin de protéger une partie du centre urbain de la commune de Chaillevette. A noter qu'un ouvrage hydraulique est associé à ce projet d'aménagement. Le dimensionnement de l'ouvrage est fait pour un événement correspondant au niveau Xynthia + vents Martin + 20cm (période de retour estimée à 300 ans) :

- Digue en terre : à la cote 4,25 m NGF sur environ 2 250 mètres (hauteur de l'ouvrage 1,25 m). La protection n'altère que peu l'emprise du milieu naturel (aménagement en limite de zone humide).



Le projet de protection permettrait de mettre hors d'eau 104 habitations et 36 entreprises pour l'aléa rare. L'ensemble des enjeux exposés au risque de submersion marine est récapitulé dans le tableau ci-dessous :

Tableau 3 : Secteur de Chaillevette : tableau récapitulatif des enjeux exposés

Secteur : Chaillevette A : Etat actuel ; B : Etat aménagé			Aléas									
			Fréquent : X-30		Connu : Martin/Xynthia		Moyen : NXVM		Rare : NX20VM		Extrême : NX60VM	
			A	B	A	B	A	B	A	B	A	B
Enjeux humains	Nombre Habitations (hauteur d'eau)	<0,5m	42	0	46	0	54	0	58	0	47	47
		0,5 - 1m	14	0	32	0	31	0	37	0	39	39
		>1m	0	0	3	0	7	0	9	0	31	31
		Total	56	0	81	0	92	0	104	0	117	117
Enjeux éco	Entreprises (nombre)	Total	22	0	36	0	36	0	36	0	37	37
Enjeux de réseaux	Routes (linéaire en m)	Routes I	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Routes II	1709	0	2297	0	2433	0	2513	0	2659	2659
		Chemins	461	0	530	0	571	0	578	0	650	650
		Voies ferrées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Total (m)	2170	0	2827	0	3004	0	3090	0	3309	3309
Enjeux agricoles	Surfaces (ha)	Cultures submergées	0,00	0,00	0,06	0,00	0,06	0,00	0,06	0,00	0,08	0,08
		Prairies submergées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Total (ha)	0,00	0,00	0,06	0,00	0,06	0,00	0,06	0,00	0,08	0,08

Le scénario de protection identifié pourra faire l'objet d'ajustements notamment dans le tracé de la protection au stade des études d'Avant-Projet et Projet. La problématique du ressuyage des submersions marines et de l'évacuation des eaux pluviales de la zone sera étudiée lors de l'étude de projet.

La création d'une digue en terre nécessitera un apport de matériaux. Il sera primordial d'engager, au préalable, des études géotechniques afin d'identifier de potentielles zones d'emprunt de matériaux à proximité et d'engager les acquisitions foncières. Par ailleurs des démarches d'acquisitions de terrains privés localisés sous l'emprise des futurs projets seront envisagées au préalable par le futur gestionnaire.

Cet aménagement sera conçu de façon à permettre son éventuel rehaussement qui pourrait s'imposer, dans les décennies à venir, en raison de l'élévation du niveau marin lié au réchauffement climatique.

Une fois ces travaux achevés et comme le stipule le décret n° 2015-526 du 14/05/2015, un entretien ainsi qu'une surveillance seront programmés et menés par les gestionnaires afin de s'assurer, au fil du temps, du bon état de l'ouvrage.

Territoire concerné : Commune de Chaillevette

Modalités de mise en œuvre :

- Maître d'ouvrage des études et travaux : Département de la Charente-Maritime
- Gestionnaire des ouvrages : Communauté d'Agglomération Royan Atlantique
- Marché de maîtrise d'œuvre : Etudes Avant-Projet et Projet (étude détaillée du principe de protection retenu), assistance pour la passation aux contrats de travaux, direction de l'exécution des

travaux
<p>- <u>Procédures réglementaires</u> : Etude d'impact, évaluation incidences Natura 2000, Loi sur l'eau, enquête publique, DIG, accords fonciers, DUP, DPM, Etude de Dangers</p> <p>- <u>Opérations de communication</u> : Concertation L300-2 du code de l'urbanisme ainsi que les COTECH et COFIL réalisés par le porteur PAPI</p>
<p>Echéancier prévisionnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Fiche action VII.M.3a</u> : <p>Etudes de maîtrise d'œuvre et études réglementaires : 2022-2024</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Fiche action VII.M.3b</u> : <p>Echelonnement des travaux : 2024-2025</p>
<p>Coût total : 1 283 500 € HT</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Fiche action VII.M.3a</u> : 303 000 € HT (Etudes pré-opérationnelles) • <u>Fiche action VII.M.3b</u> : 980 500 € HT (Travaux)
<p>Plan de financement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Fiche action VII.M.3a</u> : <p>Département de Charente-Maritime : 20% (60 600 € HT) Etat : 50% (151 500 € HT) Région : 10% (30 300 € HT) Communauté d'Agglomération Royan Atlantique : 20% (60 600 € HT)</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Fiche action VII.M.3b</u> : <p>Département de Charente-Maritime : 20% (196 100 € HT) Etat : 40% (392 200 € HT) Région : 20% (196 100 € HT) Communauté d'Agglomération Royan Atlantique : 20% (196 100 € HT)</p>
<p>Indicateur de suivi/réussite :</p> <p>Validation de la solution retenue par le comité de pilotage de l'étude de projet Suivi des travaux et Procès-verbal de réception de l'ouvrage</p>

Axe VII : Gestion des ouvrages de protection hydraulique

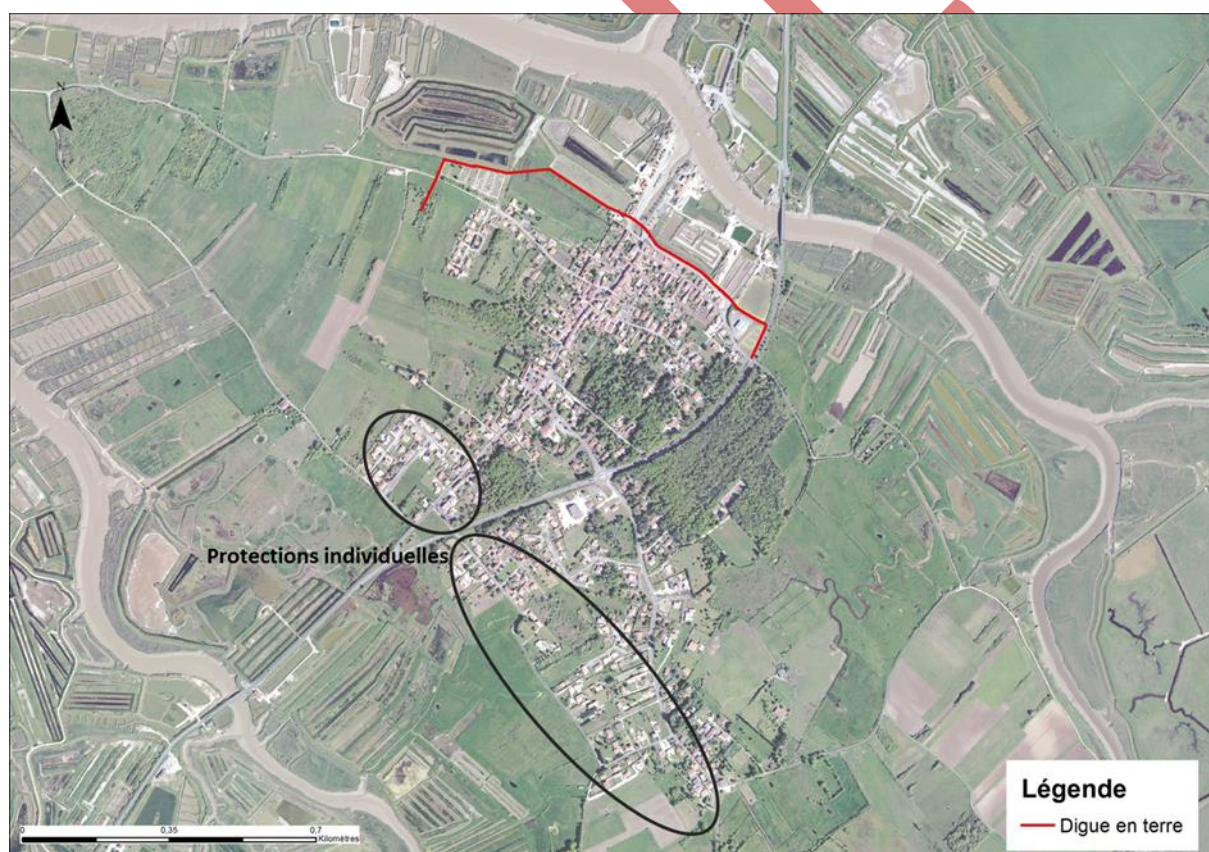
Fiche action n°VII.M.4 : Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de l'Eguille-sur-Seudre

Objectif : Mettre en place une protection rapprochée du centre urbain de la commune de L'Eguille-sur-Seudre, par la création d'une digue de retrait.

Description de l'action :

Cette action consiste à créer une digue de retrait en terre afin de protéger le centre urbain de la commune de l'Eguille-sur-Seudre. A noter qu'un ouvrage hydraulique est associé à ce projet d'aménagement. Le dimensionnement de l'ouvrage est fait pour un événement correspondant au niveau Xynthia + vents Martin + 20cm (période de retour estimée à 300 ans) :

- Digue en terre : à la cote 4,40 m NGF sur environ 1 160 mètres (hauteur de l'ouvrage 1,15 m). La protection n'altère que peu l'emprise du milieu naturel (aménagement en limite de zone humide).



Le projet de protection permettrait de mettre hors d'eau 102 habitations, 28 entreprises, le temple et le pôle culturel de la commune pour l'aléa rare. L'ensemble des enjeux exposés au risque de submersion marine est récapitulé dans le tableau ci-dessous :

Tableau 4 : Secteur de L'Eguille : tableau récapitulatif des enjeux exposés

Secteur : L'Eguille A : Etat actuel ; B : Etat aménagé			Aléas									
			Fréquent : X-30		Connu : Martin/Xynthia		Moyen : NXVM		Rare : NX20VM		Extrême : NX60VM	
			A	B	A	B	A	B	A	B	A	B
Enjeux humains	Nombre Habitations (hauteur d'eau)	<0,5m	45	0	45	0	45	0	45	0	47	47
		0,5 - 1m	22	0	39	0	42	0	45	0	44	44
		>1m	1	0	5	0	5	0	12	0	15	15
		Total	68	0	89	0	92	0	102	0	106	106
Enjeux éco	Entreprises (nombre)	Total	25	0	27	0	27	0	28	0	28	28
Ets Sensibles	Bât religieux	hauteur d'eau (m)	0,5	0	0,5-1	0	0,5-1	0	0,5-1	0	0,5-1	0,5-1
	Pôle culturel	hauteur d'eau (m)	0,5-1	0	0,5-1	0	0,5-1	0	0,5-1	0	0,5-1	0,5-1
Enjeux de réseaux	Routes (linéaire en m)	Routes I	95	0	101	0	101	0	102	0	102	102
		Routes II	806	0	854	0	855	0	866	0	885	885
		Chemins	695	0	774	0	778	0	806	0	832	832
		Voies ferrées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Total (m)	1596	0	1729	0	1734	0	1774	0	1820	1820
Enjeux agricoles	Surfaces (ha)	Cultures submergées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Prairies submergées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,57	0,57
		Total	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,57	0,57

Le scénario de protection identifié pourra faire l'objet d'ajustements notamment dans le tracé de la protection au stade des études d'Avant-Projet et Projet. La problématique du ressuyage des submersions marines et de l'évacuation des eaux pluviales de la zone sera étudiée lors de l'étude de projet.

La création d'une digue en terre nécessitera un apport de matériaux. Il sera primordial d'engager, au préalable, des études géotechniques afin d'identifier de potentielles zones d'emprunt de matériaux à proximité et d'engager les acquisitions foncières. Par ailleurs des démarches d'acquisitions de terrains privés localisés sous l'emprise des futurs projets seront envisagées au préalable par le futur gestionnaire.

Cet aménagement sera conçu de façon à permettre son éventuel rehaussement qui pourrait s'imposer, dans les décennies à venir, en raison de l'élévation du niveau marin lié au réchauffement climatique.

Une fois ces travaux achevés et comme le stipule le décret n° 2015-526 du 14/05/2015, un entretien ainsi qu'une surveillance seront programmés et menés par les gestionnaires afin de s'assurer, au fil du temps, du bon état de l'ouvrage.

Territoire concerné : Commune de L'Eguille-sur-Seudre

Modalités de mise en œuvre :

- Maître d'ouvrage des études et travaux : Département de la Charente-Maritime

- Gestionnaire des ouvrages : Communauté d'Agglomération Royan Atlantique

- Marché de maîtrise d'œuvre : Etudes Avant-Projet et Projet (étude détaillée du principe de protection retenu), assistance pour la passation aux contrats de travaux, direction de l'exécution des travaux

- Procédures réglementaires : Etude d'impact, évaluation incidences Natura 2000, Loi sur l'eau, enquête publique, DIG, accords fonciers, DUP, DPM, Etude de Dangers

- Opérations de communication : Concertation L300-2 du code de l'urbanisme ainsi que les COTECH et COPIL réalisés par le porteur PAPI

Echéancier prévisionnel :

- Fiche action VII.M.4a :

Etudes de maîtrise d'œuvre et études réglementaires : 2020-2022

- Fiche action VII.M.4b :

Echelonnement des travaux : 2022-2023

Coût total : 657 500 € HT

- Fiche action VII.M.4a : 152 000 € HT (Etudes pré-opérationnelles)
- Fiche action VII.M.4b : 505 500 € HT (Travaux)

Plan de financement :

- Fiche action VII.M.4a :

Département de Charente-Maritime : 20% (30 400 € HT)

Etat : 50% (76 000 € HT)

Région : 10% (15 200 € HT)

Communauté d'Agglomération Royan Atlantique : 20% (30 400 € HT)

- Fiche action VII.M.4b :

Département de Charente-Maritime : 20% (101 100 € HT)

Etat : 40% (202 200 € HT)

Région : 20% (101 100 € HT)

Communauté d'Agglomération Royan Atlantique : 20% (101 100 € HT)

Indicateur de suivi/réussite :

Validation de la solution retenue par le comité de pilotage de l'étude de projet

Suivi des travaux et Procès-verbal de réception de l'ouvrage

Axe VII : Gestion des ouvrages de protection hydraulique

Fiche action n°VII.M.5 : Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de Saujon

Objectif : Mettre en place une protection rapprochée des zones urbaines denses sur la commune de Saujon, par la création d'un système de digues en bord de Seudre.

Description de l'action :

Cette action consiste à créer un système d'endiguement composé de quatre ouvrages afin de protéger les zones urbaines denses de la commune de Saujon. Le dimensionnement des ouvrages est fait pour un évènement correspondant au niveau Xynthia + vents Martin + 20cm (période de retour estimée à 300 ans) :

- **Centre-ville : deux ouvrages** (hauteur 0,85 m)
 - Rive droite : digue en terre + muret à la cote 4,15 m NGF sur environ 1100 mètres
 - Rive gauche : muret à la cote 4,15 m NGF sur environ 500 mètres
- **Quartier du Treuil : un ouvrage** (hauteur 1,15 m)
 - Rive gauche : digue en terre à la cote 4,15 m NGF sur environ 670 mètres
- **Quartier du Breuil : un ouvrage** (hauteur 1,15 m)
 - Rive gauche : digue en terre à la cote 4,15 m NGF sur environ 510 mètres



Les ouvrages du système d'endiguement sont dépendants d'un point de vue hydraulique. Ils ne peuvent être réalisés indépendamment, sous peine d'accroître la vulnérabilité des enjeux.

Le système d'endiguement permettrait de mettre hors d'eau 247 habitations, 64 entreprises, l'EHPAD « ORPEA Sud Saintonge », l'école maternelle « La Taillée » ainsi que le collège « André Albert » et son gymnase pour l'aléa rare. L'ensemble des enjeux exposés au risque de submersion marine est récapitulé dans le tableau ci-dessous :

Tableau 5 : Secteur de Saujon : tableau récapitulatif des enjeux exposés

Secteur : Saujon A : Etat actuel ; B : Etat aménagé			Aléas									
			Fréquent : X-30		Connu : Martin/Xynthia		Moyen : NXVM		Rare : NX20VM		Extrême : NX60VM	
			A	B	A	B	A	B	A	B	A	B
Enjeux humains	Nombre Habitations (hauteur d'eau)	<0,5m	39	0	193	0	167	0	206	0	233	233
		0,5 - 1m	0	0	34	0	23	0	41	0	82	82
		>1m	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
		Total	39	0	227	0	190	0	247	0	316	316
Enjeux éco	Entreprises (nombre)	Total	7	0	64	0	48	0	64	0	83	83
Ets Sensibles	Gymnase	hauteur d'eau (m)	<0,5	0	<0,5	0	<0,5	0	<0,5	0	0,5-1	0,5-1
	Collège "André Albert"	hauteur d'eau (m)	<0,5	0	0,5-1	0	<0,5	0	0,5-1	0	0,5-1	0,5-1
	Ecole maternelle "La Taillée"	hauteur d'eau (m)	0	0	<0,5	0	<0,5	0	<0,5	0	<0,5	<0,5
Enjeux de réseaux	Routes (linéaire en m)	Routes I	65	0	298	0	260	0	405	0	496	496
		Routes II	1303	0	3255	0	2972	0	3343	0	3926	3926
		Chemins	579	0	1595	0	1535	0	1764	0	2037	2037
		Voies ferrées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Total (m)	1947	0	5148	0	4766	0	5512	0	6459	6459
Enjeux agricoles	Surfaces (ha)	Cultures submergées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Prairies submergées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,45	0,45
		Total (ha)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,45	0,45

Le scénario de protection identifié pourra faire l'objet d'ajustements notamment dans le tracé des protections au stade des études d'Avant-Projet et Projet. La problématique du ressuyage des submersions marines et de l'évacuation des eaux pluviales de la zone sera étudiée lors de l'étude de projet.

La création de digues en terre nécessitera un apport de matériaux. Il sera primordial d'engager, au préalable, des études géotechniques afin d'identifier de potentielles zones d'emprunt de matériaux à proximité et d'engager les acquisitions foncières. Par ailleurs des démarches d'acquisitions de terrains privés localisés sous l'emprise des futurs projets seront envisagées au préalable par le futur gestionnaire.

Ces aménagements seront conçus de façon à permettre leur éventuel rehaussement qui pourrait s'imposer, dans les décennies à venir, en raison de l'élévation du niveau marin lié au réchauffement climatique.

Une fois ces travaux achevés et comme le stipule le décret n° 2015-526 du 14/05/2015, un entretien ainsi qu'une surveillance seront programmés et menés par les gestionnaires afin de s'assurer, au fil du temps, du bon état des ouvrages.

Territoire concerné : Commune de Saujon
Modalités de mise en œuvre : <ul style="list-style-type: none"> - <u>Maître d'ouvrage des études et travaux</u> : Département de la Charente-Maritime - <u>Gestionnaire des ouvrages</u> : Communauté d'Agglomération Royan Atlantique - <u>Marché de maîtrise d'œuvre</u> : Etudes Avant-Projet et Projet (étude détaillée du principe de protection retenu), assistance pour la passation aux contrats de travaux, direction de l'exécution des travaux - <u>Procédures réglementaires</u> : Etude d'impact, évaluation incidences Natura 2000, Loi sur l'eau, enquête publique, DIG, accords fonciers, DUP, DPM, DPF, Etude de Dangers - <u>Opérations de communication</u> : Concertation L300-2 du code de l'urbanisme ainsi que les COTECH et COPIIL réalisés par le porteur PAPI
Echéancier prévisionnel : <ul style="list-style-type: none"> • <u>Fiche action VII.M.5a</u> : <p>Etudes de maîtrise d'œuvre et études réglementaires : 2021-2023</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Fiche action VII.M.5b</u> : <p>Echelonnement des travaux : 2023-2024</p>
Coût total : 2 234 700€ HT <ul style="list-style-type: none"> • <u>Fiche action VII.M.5a</u> : 435 000 € HT (Etudes pré-opérationnelles) • <u>Fiche action VII.M.5b</u> : 1 799 700 € HT (Travaux)
Plan de financement : <ul style="list-style-type: none"> • <u>Fiche action VII.M.5a</u> : <p>Département de Charente-Maritime : 20% (87 000 € HT) Etat : 50% (217 500 € HT) Région : 10% (43 500 € HT) Communauté d'Agglomération Royan Atlantique : 20% (87 000 € HT)</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Fiche action VII.M.5b</u> : <p>Département de Charente-Maritime : 20% (359 940 € HT) Etat : 40% (719 880 € HT) Région : 20% (359 940 € HT) Communauté d'Agglomération Royan Atlantique : 20% (359 940 € HT)</p>

Indicateur de suivi/réussite :

Validation de la solution retenue par le comité de pilotage de l'étude de projet
Suivi des travaux et Procès-verbal de réception de l'ouvrage

PROJET

Axe VII : Gestion des ouvrages de protection hydraulique

Fiche action n°VII.M.6 : Confortement/rehaussement de la digue de 1er rang sur la commune de Marennes

Objectifs : Conforter/rehausser la digue de 1^{er} rang et fermer le système d'endiguement (création de digue) afin de protéger la station balnéaire de Marennes-Plage.

Description de l'action :

Cette action consiste à conforter/rehausser la digue de 1^{er} rang dans le but de protéger la station balnéaire de Marennes-Plage. Par ailleurs, une digue en terre sera créée de part et d'autre de l'ouvrage afin de fermer le système d'endiguement. Le dimensionnement des ouvrages est fait pour un événement correspondant au niveau Xynthia + vents Martin + 20cm (période de retour estimée à 300 ans) :

- Digue de 1^{er} rang : à la cote 4,85 m NGF sur environ 980 mètres (hauteur de l'ouvrage 0,85 m).
- Digues en terre : à la cote 5,65 m NGF sur environ 360 mètres (hauteur de l'ouvrage 2,15 m).



Le projet de protection permettrait de mettre hors d'eau 89 habitations et 25 entreprises pour l'aléa

rare. L'ensemble des enjeux exposés au risque de submersion marine est récapitulé dans le tableau ci-dessous :

Tableau 6 : Secteur de Marennes-Plage : tableau récapitulatif des enjeux exposés

Secteur : Marennes-Plage A : Etat actuel ; B : Etat aménagé			Aléas									
			Fréquent : X-30		Connu : Martin/Xynthia		Moyen : NXVM		Rare : NX20VM		Extrême : NX60VM	
			A	B	A	B	A	B	A	B	A	B
Enjeux humains	Nombre Habitations (hauteur d'eau)	<0,5m	6	0	25	0	50	0	41	0	50	50
		0,5 - 1m	0	0	0	0	28	0	48	0	49	49
		>1m	0	0	0	0	0	0	0	0	41	41
		Total	6	0	25	0	78	0	89	0	140	140
Enjeux éco	Entreprises + Camping (Au Bon Air)	Total	1	0	18	0	25	0	25	0	33	33
Enjeux de réseaux	Routes (linéaire en m)	Routes I	538	0	640	0	812	0	831	0	1172	1172
		Routes II	334	0	1282	0	1960	0	2104	0	3041	3041
		Chemins	1551	0	1820	0	2250	0	2827	0	3607	3607
		Voies ferrées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Total (m)	2423	0	3742	0	5022	0	5763	0	7821	7821
Enjeux agricoles	Surfaces (ha)	Cultures submergées	0,00	0,00	0,00	0,00	2,24	0,00	2,97	0,00	3,00	3,00
		Prairies submergées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Total (ha)	0,00	0,00	0,00	0,00	2,24	0,00	2,97	0,00	3,00	3,00

Comme demandé par la Commission Mixte Inondation, le scénario de protection identifié fera l'objet d'une étude de solutions alternatives dans le but d'optimiser la pertinence socio-économique du projet, notamment vis-à-vis du niveau de protection. Les scénarios alternatifs seront étudiés dans le cadre de l'étude d'impacts initialement prévue dans la fiche action VII.M.6. L'analyse multi-critère sera ensuite revue à la lumière des résultats de l'étude sur les scénarios alternatifs. Une validation de la DREAL sera demandée avant la demande de subvention spécifique à cette action.

Le scénario de protection identifié pourra faire l'objet d'ajustements notamment dans le tracé des protections au stade des études d'Avant-Projet et Projet. La problématique du ressuyage des submersions marines et de l'évacuation des eaux pluviales de la zone sera étudiée lors de l'étude de projet.

La création des digues en terre nécessitera un apport de matériaux. Il sera primordial d'engager, au préalable, des études géotechniques afin d'identifier de potentielles zones d'emprunt de matériaux à proximité et d'engager les acquisitions foncières. Par ailleurs des démarches d'acquisitions de terrains privés localisés sous l'emprise des futurs projets seront envisagées au préalable par le futur gestionnaire.

Ces aménagements seront conçus de façon à permettre leur éventuel rehaussement qui pourrait s'imposer, dans les décennies à venir, en raison de l'élévation du niveau marin lié au réchauffement climatique.

Une fois ces travaux achevés et comme le stipule le décret n° 2015-526 du 14/05/2015, un entretien ainsi qu'une surveillance seront programmés et menés par les gestionnaires afin de s'assurer, au fil du temps, du bon état des ouvrages.

Territoire concerné : Commune de Marennes

Modalités de mise en œuvre :

- Maître d'ouvrage des études et travaux : Département de la Charente-Maritime
- Gestionnaire des ouvrages : Communauté de Communes du Bassin de Marennes
- Marché de maîtrise d'œuvre : Etudes Avant-Projet et Projet (étude détaillée du principe de protection retenu), assistance pour la passation aux contrats de travaux, direction de l'exécution des travaux
- Procédures réglementaires : Etude d'impact, évaluation incidences Natura 2000, Loi sur l'eau, enquête publique, DIG, accords fonciers, DUP, DPM, Etude de Dangers
- Opérations de communication : Concertation L300-2 du code de l'urbanisme ainsi que les COTECH et COPIL réalisés par le porteur PAPI

Echéancier prévisionnel :

- Fiche action VII.M.6a :

Etudes de maîtrise d'œuvre et études réglementaires : 2019-2022

- Fiche action VII.M.6b :

Echelonnement des travaux : 2022-2023

Coût total : 782 600 € HT

- Fiche action VII.M.6a : 200 000 € HT (Etudes pré-opérationnelles)
- Fiche action VII.M.6b : 582 600 € HT (Travaux)

Plan de financement :

- Fiche action VII.M.6a :

Département de Charente-Maritime : 20% (40 000 € HT)

Etat : 50% (100 000 € HT)

Région : 10% (20 000 € HT)

Communauté de Communes du Bassin de Marennes : 20% (40 000 € HT)

- Fiche action VII.M.6b :

Département de Charente-Maritime : 20% (116 520 € HT)

Etat : 40% (233 040 € HT)

Région : 20% (116 520 € HT)

Communauté de Communes du Bassin de Marennes : 20% (116 520 € HT)
Indicateur de suivi/réussite : Validation de la solution retenue par le comité de pilotage de l'étude de projet Suivi des travaux et Procès-verbal de réception de l'ouvrage

PROJET

Axe VII : Gestion des ouvrages de protection hydraulique

Fiche action n°VII.M.7 : Création d'une protection rapprochée des habitations sur la partie nord de la commune de Bourcefranc-Le-Chapus

Objectif : Mettre en place une protection rapprochée du centre urbain de la commune de Bourcefranc-Le-Chapus, par la création d'une digue de retrait.

Description de l'action :

Cette action consiste à créer une digue de retrait en terre afin de protéger une partie du centre urbain de la commune de Bourcefranc-Le-Chapus (secteur Nord). A noter que, quatre ouvrages hydrauliques sont associés à ce projet d'aménagement. Le dimensionnement de l'ouvrage est fait pour un évènement correspondant au niveau Xynthia + vents Martin + 20cm (période de retour estimée à 300 ans) :

- Digue en terre : à la cote 5,25 m NGF sur environ 2 350 mètres (hauteur de l'ouvrage 1,75 m). La protection n'altère que peu l'emprise du milieu naturel (aménagement en limite de zone humide).



Le projet de protection permettrait de mettre hors d'eau 218 habitations et 40 entreprises pour l'aléa rare. L'ensemble des enjeux exposés au risque de submersion marine est récapitulé dans le

tableau ci-dessous :

Tableau 7 : Secteur de Bourcefranc : tableau récapitulatif des enjeux exposés

Secteur : Bourcefranc A : Etat actuel ; B : Etat aménagé			Aléas									
			Fréquent : X-30		Connu : Martin/Xynthia		Moyen : NXVM		Rare : NX20VM		Extrême : NX60VM	
			A	B	A	B	A	B	A	B	A	B
Enjeux humains	Nombre Habitations (hauteur d'eau)	<0,5m	38	0	124	0	113	0	94	0	66	66
		0,5 - 1m	0	0	9	0	74	0	94	0	75	75
		>1m	0	0	0	0	12	0	30	0	87	87
		Total	38	0	133	0	199	0	218	0	228	228
Enjeux éco	Entreprises (nombre)	Total	5	0	24	0	34	0	40	0	42	42
Enjeux de réseaux	Routes (linéaire en m)	Routes I	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Routes II	1019	0	2352	0	2185	0	2402	0	2582	2582
		Chemins	815	0	700	0	859	0	905	0	931	931
		Voies ferrées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Total	1833	0	3052	0	3045	0	3307	0	3513	3513
Enjeux agricoles	Surfaces (ha)	Cultures submergées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Prairies submergées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,08	0,00	0,11	0,11
		Total	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.08	0.00	0.11	0.11

Le scénario de protection identifié pourra faire l'objet d'ajustements notamment dans le tracé de la protection, au stade des études d'Avant-Projet et Projet. La problématique du ressuyage des submersions marines et de l'évacuation des eaux pluviales de la zone sera étudiée lors de l'étude de projet.

La création d'une digue en terre nécessitera un apport de matériaux. Il sera primordial d'engager, au préalable, des études géotechniques afin d'identifier de potentielles zones d'emprunt de matériaux à proximité et d'engager les acquisitions foncières. Par ailleurs des démarches d'acquisitions de terrains privés localisés sous l'emprise des futurs projets seront envisagées au préalable par le futur gestionnaire.

Cet aménagement sera conçu de façon à permettre son éventuel rehaussement qui pourrait s'imposer, dans les décennies à venir, en raison de l'élévation du niveau marin lié au réchauffement climatique.

Une fois ces travaux achevés et comme le stipule le décret n° 2015-526 du 14/05/2015, un entretien ainsi qu'une surveillance seront programmés et menés par les gestionnaires afin de s'assurer, au fil du temps, du bon état de l'ouvrage.

Territoire concerné : Commune de Bourcefranc-Le-Chapus

Modalités de mise en œuvre :

- Maître d'ouvrage des études et travaux : Département de la Charente-Maritime
- Gestionnaire des ouvrages : Communauté de Communes du Bassin de Marennes
- Marché de maîtrise d'œuvre : Etudes Avant-Projet et Projet (étude détaillée du principe de protection retenu), assistance pour la passation aux contrats de travaux, direction de l'exécution des

travaux
<p>- <u>Procédures réglementaires</u> : Etude d'impact, évaluation incidences Natura 2000, Loi sur l'eau, enquête publique, DIG, accords fonciers, DUP, DPM, Etude de Dangers</p> <p>- <u>Opérations de communication</u> : Concertation L300-2 du code de l'urbanisme ainsi que les COTECH et COFIL réalisés par le porteur PAPI</p>
<p>Echéancier prévisionnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Fiche action VII.M.7a</u> : <p>Etudes de maîtrise d'œuvre et études réglementaires : 2022-2024</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Fiche action VII.M.7b</u> : <p>Echelonnement des travaux : 2024-2025</p>
<p>Coût total : 1 663 032€ HT</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Fiche action VII.M.7a</u> : 200 000 € HT (Etudes pré-opérationnelles) • <u>Fiche action VII.M.7b</u> : 1 463 032 € HT (Travaux)
<p>Plan de financement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Fiche action VII.M.7a</u> : <p>Département de Charente-Maritime : 20% (40 000 € HT) Etat : 50% (100 000 € HT) Région : 10% (20 000 € HT) Communauté de Communes du Bassin de Marennes : (40 000 € HT)</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Fiche action VII.M.7b</u> : <p>Département de Charente-Maritime : 20% (292 606 € HT) Etat : 40% (585 213 € HT) Région : 20% (292 606 € HT) Communauté de Communes du Bassin de Marennes : 20% (292 606 € HT)</p>
<p>Indicateur de suivi/réussite :</p> <p>Validation de la solution retenue par le comité de pilotage de l'étude de projet Suivi des travaux et Procès-verbal de réception de l'ouvrage</p>

Axe VII : Gestion des ouvrages de protection hydraulique

Fiche action n°VII.M.8 : Études stratégiques pour la réduction de la vulnérabilité à la submersion marine sur le secteur Sud de l'Éguille

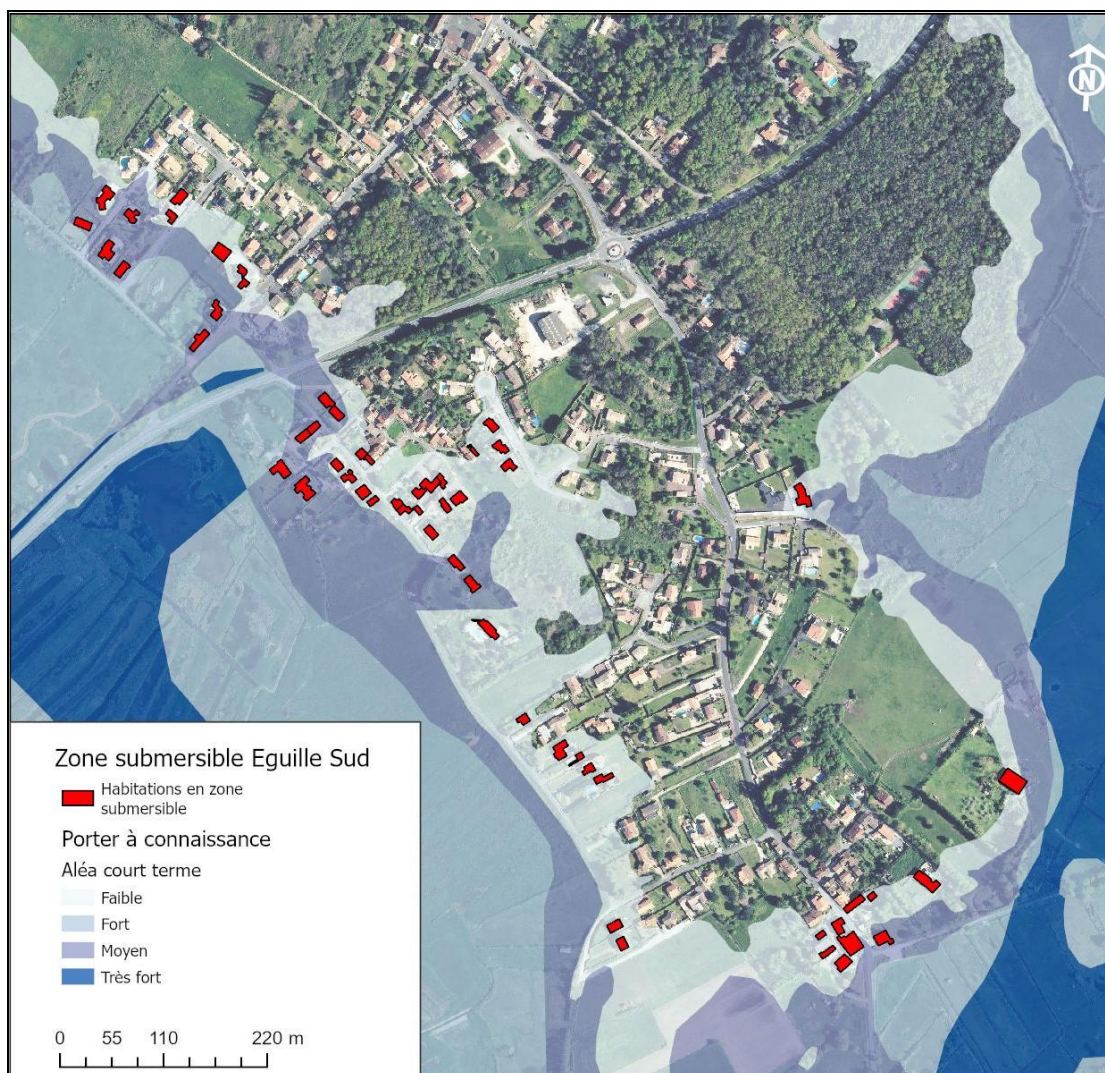
Objectif : Définir une stratégie de réduction de la vulnérabilité face au risque de submersion marine des enjeux sur le secteur Sud de l'Éguille.

Description de l'action :

Le secteur Sud de la commune de l'Éguille n'avait pas été étudié lors de l'étude de définition de la stratégie de protection menée lors du PAPI d'intention. Or, l'action V.M.1 du PAPI complet pour la réalisation de diagnostics de vulnérabilité des bâtiments, débutée en octobre 2019, a permis l'identification d'environ 55 habitations inondables en bordure de marais sur le secteur Sud de l'Éguille. Ce nombre ayant amené les élus locaux à reconsidérer la stratégie de protection sur cette zone, la présente action a donc pour objectif la définition du système de protection le plus adapté au secteur et aux enjeux à protéger.

Le principe stratégique retenu pour le PAPI complet correspondant à la protection rapprochée des zones urbaines, de manière à ne pas aggraver les inondations sur les secteurs non protégés, la faisabilité de création d'un ouvrage de protection rapproché des habitations sur le secteur Sud de l'Éguille sera étudié grâce aux études suivantes :

- Une analyse de la situation actuelle et des objectifs ;
- Une étude hydraulique de définition du niveau de protection attendu, de la zone protégée, d'évaluation de l'impact de l'ouvrage sur les territoires adjacents. Cette étude prendra en compte différents scénarios d'aléas ;
- Etude de définition de 3 scénarios d'aménagements ;
- Une analyse multicritère permettant d'évaluer la pertinence socio-économique de l'ouvrage ;
- Une analyse environnementale dont inventaire Faune-Flore pour étudier l'incidence du projet (étude d'incidence) et les solutions alternatives pouvant être mises en place ;
- Une consultation du publique afin d'informer la population et prendre en compte leurs remarques.



Territoire concerné : Commune de l'Eguille

Modalités de mise en œuvre :

- Maître d'ouvrage de l'action : Département de la Charente-Maritime
- Pilotage / concertation : Pilotage du Département, en partenariat avec la CARA, le SMBS et la commune
- Communication : Consultation publique

Echéancier prévisionnel : 2022 - 2023

Coût total : 79 500€ HT

Plan de financement :

Etat (FPRNM)	50 %	39 750 € HT
Département 17	20 %	15 900 € HT
CARA	30 %	23 850 € HT

Indicateur de suivi/réussite :

Avancée du calendrier de la prestation

Bilan de l'AMC

Si AMC positive :

- Tracé prévisionnel de la digue avec son niveau de protection attendu et de la zone protégée
- Élaboration d'une fiche travaux dans le cadre d'un avenant ou d'un nouveau PAPI

PROFE

TABLEAU RECAPITULATIF DES ACTIONS DU PAPI RÉVISÉ

ACTIONS		MAITRE D'OUVRAGE	CALENDRIER	COUT GLOBAL
Animation du PAPI complet Bassin de la Seudre		SMBS	2018-2023	406 400 € TTC
AXE I				
I.G.1	Sensibilisation aux risques d'inondation et de submersion	SMBS	2021-2022	21 600 € TTC
I.M.1	Mise en place d'un marégraphe dans l'estuaire de la Seudre et numérisation des données marégraphiques de Bourcefranc-Le-Chapus	SPC / SMBS	2019-2021	252 000 € TTC
I.M.2	Estimation de la population saisonnière sur la frange littorale du bassin de la Seudre	CARA / CCBM	2022	30 000 € TTC
I.M.3	Recueil du vécu des populations face au risque de submersion marine	SMBS	2023	40 000 € TTC
AXE III				
III.G.1	Définition de seuils d'alerte locaux sur le bassin versant de la Seudre	SMBS / Commune de Saujon	2019-2020	Animation SMBS / En régie
III.G.2	Réalisation/révision de Plans Communaux de Sauvegarde (PCS)	Communes	2018-2023	/
III.G.3	Assistance à la réalisation de Plans Particuliers de Mise en Sécurité sur le volet inondation	SMBS	2019	Animation SMBS
III.G.4	Réalisation d'exercices de gestion de crise sur le volet inondation	Communes	2019-2023	/
III.M.1	Assistance intercommunale de gestion de crise sur la problématique « submersion marine »	CARA/CCBM	2019-2020	En régie
III.F.1	Réalisation d'un Plan de Continuité d'Activité (PCA) sur la commune de Saujon	Commune de Saujon	2020	En régie
AXE IV				
IV.G.1	Intégration des risques d'Inondation dans les documents d'urbanisme locaux	SMBS	2018-2023	Animation SMBS
IV.M.1	Approbation des PPRL des communes de l'estuaire de la Seudre	Etat	2018	En régie
Axe V				
V.G.1	Diagnostic de vulnérabilité aux risques d'inondation de l'ensemble des réseaux	SMBS	2020-2021	Animation SMBS
V.G.2	Animer les réflexions sur l'élaboration d'une stratégie de gestion et valorisation des déchets post-inondation	SMBS	2022-2023	72 000 € TTC
V.M.1	Analyse de vulnérabilité aux submersions marines des habitations, bâtiments économiques et établissements sensibles dans l'estuaire de la Seudre	SMBS	2019/2025	325 020 € TTC
V.M.2	Etude du maintien de la continuité territoriale face au risque submersion marine	CD 17/ Communes	2021	54 000 € TTC
V.M.3	Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations dans l'estuaire de la Seudre	Particuliers	2021-2025	815 000 € TTC

AXE VI				
VI.G.1	Elaboration d'une gouvernance de l'eau adaptée sur bassin de la Seudre	EPCI à FP	2018-2019	/
VI.G.2	Animer la réflexion sur les politiques foncières à l'échelle du bassin	SMBS	2018-2025	Animation SMBS
VI.M.1	Analyse du rôle des taillées dans la protection contre la submersion marine	SMBS	2023-2024	60 000 € TTC
AXE VII				
VII.M.1	Confortement et rehaussement des digues de 1 ^{er} rang sur Ronce-Les-Bains	CD 17	2020-2023	1 280 800€ HT
VII.M.2	Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de La Tremblade	CD 17	2020-2023	1 510 000 € HT
VII.M.3	Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de Chaillevette	CD 17	2022-2025	1 283 500 € HT
VII.M.4	Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de L'Eguille-sur-Seudre	CD 17	2020-2023	657 500 € HT
VII.M.5	Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de Saujon	CD 17	2022-2025	2 234 700 € HT
VII.M.6	Confortement et rehaussement du cordon dunaire sur la commune de Marennes	CD 17	2019-2023	782 600 € HT
VII.M.7	Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de Bourcefranc-Le-Chapus	CD 17	2022-2025	1 663 032 € HT
VII.M.8	Etudes stratégiques de réduction de la vulnérabilité à la submersion marine sur le secteur sud de L'Eguille	CD 17	2022-2023	79 500 € HT
TOTAL global				11 567 652 €

PROJET

PROJET

	<u>PAPI complet du bassin de la Seudre 2018 - 2025</u>																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																										</
--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	----

Axe 4 : Prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme																		
Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	État BOP 181	% Part	État FPRNM	% Part	SMBS	% Part	Échéance de réalisation						
Action IV.G.1	Intégration des risques d'inondation dans les documents d'urbanisme	SMBS	0	0						Intégré dans l'animation PAPI		2025						
Action IV.M.1	Approbation des PPRL des communes de l'estuaire de la Seudre	Etat	?	?				?	100			2021						
	TOTAL		0	0		0		0		0								
Axe 5 : Actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens																		
Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	État FPRNM	% Part	SMBS	% Part	CD 17	% Part	CARA	% Part	CCBM	% Part	Particuliers	% Part	Échéance de réalisation
Action V.G.1	Diagnostic de vulnérabilité aux inondations de l'ensemble des réseaux	SMBS						Intégré dans l'animation PAPI										2021
Action V.G.2	Animer les réflexions sur l'élaboration d'une stratégie de gestion et valorisation des déchets post-inondation	SMBS	60 000	72 000	TTC	36 000	50	36 000	50									2023
Action V.M.1	Analyse de vulnérabilité aux submersions marines des habitations et établissements sensibles	SMBS	270 850	325 020	TTC	162 510	50	162 510	50									2025
Action V.M.2	Etude du maintien de la continuité territoriale face au risque submersion marine	CD 17	45 000	54 000	TTC	27 000	50			10 800	20	8 100	15	8 100	15			2023
Ation VM.3	Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations dans l'estuaire de la Seudre	Particuliers	679 167	815 000	TTC	652 000	80			40 750	5	23 250	3	17 500	2	81 500	10	2025
	TOTAL		1 055 017	1 266 020	TTC	877 510		198 510		51 550		31 350		25 600		81 500		
Axe 6 : Ralentissement des écoulements																		
Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	Etat FPRNM	% Part	SMBS	% Part	CARA	% Part	CCBM	% Part	CdC Haute Saintonge	% Part	CdC Gémozac	% Part	Échéance de réalisation
Action VI.G.1	Elaboration d'une gouvernance de l'eau adaptée sur le bassin de la Seudre	EPCI du bassin de la Seudre	0	0						Financement hors PAPI		Financement hors PAPI		Financement hors PAPI		Financemen t hors PAPI		2018
Action VI.G.2	Animer la réflexion sur les politiques foncières à l'échelle du bassin	SMBS	0	0				Intégré dans l'animation SAGE										2025
Action VI.M.1	Analyse du rôle des taillées dans la protection contre la submersion marine	SMBS	50 000	60 000	TTC	30 000	50	30 000	50									2024
	TOTAL		50 000	60 000	TTC	30 000		30 000		0		0		0		0		

Axe 7 : Gestion des ouvrages de protection hydrauliques																	
Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Sous-fiches actions	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	Maître d'ouvrage	État FPRNM	% Part	CD 17	% Part	Région	% Part	CARA	% Part	CCBM	% Part	Échéance de réalisation
Action VII.M.1	Confortement et rehaussement des digues de 1er rang sur Ronce-Les-Bains	Action VII.M.1a	287 000	287 000	HT	CD 17	143 500	50	57 400	20	28 700	10	57 400	20			2024
		Action VII.M.1b	993 800	993 800			397 520	40	198 760	20	198 760	20	198 760	20			
Action VII.M.2	Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de La Tremblade	Action VII.M.2a	215 000	215 000	HT	CD 17	107 500	50	43 000	20	21 500	10	43 000	20			2023
		Action VII.M.2b	1 295 000	1 295 000			518 000	40	259 000	20	259 000	20	259 000	20			
Action VII.M.3	Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de Chaillevette	Action VII.M.3a	303 000	303 000	HT	CD 17	151 500	50	60 600	20	30 300	10	60 600	20			2025
		Action VII.M.3b	980 500	980 500			392 200	40	196 100	20	196 100	20	196 100	20			
Action VII.M.4	Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de L'Eguille-sur-Seudre	Action VII.M.4a	152 000	152 000	HT	CD 17	76 000	50	30 400	20	15 200	10	30 400	20			2023
		Action VII.M.4b	505 500	505 500			202 200	40	101 100	20	101 100	20	101 100	20			
Action VII.M.5	Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de Saujon	Action VII.M.5a	435 000	435 000	HT	CD 17	217 500	50	87 000	20	43 500	10	87 000	20			2025
		Action VII.M.5b	1 799 700	1 799 700			719 880	40	359 940	20	359 940	20	359 940	20			
Action VII.M.6	Confortement/rehaussement de la digue de 1er rang sur la commune de Marennes	Action VII.M.6a	200 000	200 000	HT	CD 17	100 000	50	40 000	20	20 000	10			40 000	20	2023
		Action VII.M.6b	582 600	582 600			233 040	40	116 520	20	116 520	20			116 520	20	
Action VII.M.7	Création d'une protection rapprochée des habitations sur la partie nord de la commune de Bourcefranc-Le-Chapus	Action VII.M.7a	200 000	200 000	HT	CD 17	100 000	50	40 000	20	20 000	10			40 000	20	2025
		Action VII.M.7b	1 463 032	1 463 032			585 212,80	40	292 606,40	20	292 606,40	20			292 606,40	20	
Action VII.M.8	Etudes stratégiques de réduction de la vulnérabilité à la submersion marine sur le secteur sud de L'Eguille		79 500	79 500	HT	CD 17	39 750	50	15 900	20			23 850	30			2022
TOTAL			9 491 632	9 491 632	HT		3 983 802,80		1 898 326,40		1 703 226,40		1 417 150,00		489 126,40		

Synthèse PAPI																						
Axes d'actions	Coût (HT)	Coût global	État BOP 181	% Part	État FPRNM	% Part	SMBS	% Part	CD 17	% Part	Région Nouvelle-Aquitaine	% Part	Agence de l'eau	% Part	CARA	% Part	CCBM	% Part	SPC	% Part	SHOM	% Part
Animation	406 400	406 400	162 560	40	0	0	132 080	33	0		0		111 760	28	0		0		0		0	
Axe 1	286 333	343 600	0		141 800	41	88 400	26	0		0		0		7 500	2	7 500	2	52 800	15	45 600	13
Axe 2	0	0	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
Axe 3	0	0	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
Axe 4	0	0	0		?		0		0		0		0		0		0		0		0	
Axe 5	1 055 017	1 266 020	0		877 510	69	198 510	16	51 550	4	0		0		31 350	2	25 600	2	0		0	
Axe 6	50 000	60 000	0		30 000	50	30 000	50	0		0		0		0		0		0		0	
Axe 7	9 491 632	9 491 632	0		3 983 802,80	42	0		1 898 326,40	20	1 703 226,40	18	0		1 417 150	15	489 126,40	5				
TOTAL	11 289 382	11 567 652	162 560	1	5 033 112,80	44	448 990	4	1 949 876,40	17	1 703 226,40	15	111 760	1	1 456 000	13	522 226,40	5	52 800	0	45 600	0

* La Région Nouvelle-Aquitaine ayant délibéré le 9 octobre 2017 pour un montant total de 1 700 000 €, le Syndicat d'Accompagnement du SAGE Seudre fera une demande de subvention complémentaire de 3 226,40 € auprès de ce partenaire financier lors de la mise en œuvre des actions de l'axe 7 du PAPI pour atteindre le montant total identifié dans le dossier PAPI.

*

*

ANNEXE 6 : Calendrier prévisionnel

						Engagements prévisionnels							
	Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Maître d'ouvrage	Coût global	HT ou TTC	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Axe : 0 Animation PAPI		Animation	SMBS	406 400 €	TTC	50 800 €	50 800 €	50 800 €	50 800 €	50 800 €	50 800 €	50 800 €	50 800 €
Axe 1 : Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque	Action I.G.1	Sensibilisation aux risques d'inondation et de submersion	SMBS	21 600 €	TTC				10 800 €	10 800 €			
	Action I.M.1	Mise en place d'un marégraphe dans l'estuaire de la Seudre et numérisation des données marégraphiques de Bourcefranc	SMBS / SPC	252 000 €	TTC		63 000 €	126 000 €	63 000 €				
	Action I.M.2	Quantification de la population saisonnière sur la frange littorale du bassin de la Seudre	CARA / CCBM	30 000 €	TTC					30 000 €			
	Action I.M.3	Recueil du vécu des populations face au risque submersion marine	SMBS	40 000 €	0						40 000 €		
Axe 2 : Surveillance, prévision des crues et des inondations	Action II.M.1	Création d'un système d'alerte de prévision des surcotes et submersions marines	UNIMA	0 €	0	L'action inscrite pour mémoire dans le programme initial est retirée du programme d'actions du PAPI du Bassin de la Seudre							
Axe 3 : Alerte et gestion de crise	Action III.G.1	Définition de seuils d'alerte locaux	SMBS / Commune de Saujon	0 €	0								
	Action III.G.2	Réalisation des Plans Communaux de Sauvegarde	Communes	0 €	0								
	Action III.G.3	Assistance à la réalisation de PPMS sur le volet inondation	SMBS	0 €	0								
	Action III.G.4	Réalisation d'exercices de gestion de crise sur le volet inondation	Communes	0 €	0								
	Action III.M.1	Assistance intercommunale de gestion de crise sur la problématique "submersion marine"	CARA / CCBM	0 €	0								
	Action III.F.1	Réalisation d'un PCA sur la commune de Saujon	Commune de Saujon	0 €	0								
Axe 4 : Prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme	Action IV.G.1	Intégration des risques d'inondation dans les documents d'urbanisme	SMBS	0 €	0								
	Action IV.M.1	Approbation des PPRL des communes de l'estuaire de la Seudre	Etat	?	0				?				

						Engagements prévisionnels							
	Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Maître d'ouvrage	Coût global	HT ou TTC	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Axe 5 : Actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens	Action V.G.1	Diagnostic de vulnérabilité aux inondations de l'ensemble des réseaux	SMBS	0 €	0								
	Action V.G.2	Animer les réflexions sur l'élaboration d'une stratégie de gestion et valorisation des déchets post-inondation	SMBS	72 000 €	TTC					36 000 €	36 000 €		
	Action V.M.1	Analyse de vulnérabilité aux submersions marines des habitations et établissements sensibles	SMBS	325 020 €	TTC			54 170 €	54 170 €	54 170 €	54 170 €	54 170 €	54 170 €
	Action V.M.2	Etude du maintien de la continuité territoriale face au risque submersion marine	CD 17	54 000 €	TTC				54 000 €				
	Action V.M.3	Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations dans l'estuaire de la Seudre	Particuliers	815 000 €	TTC				163 000 €	163 000 €	163 000 €	163 000 €	163 000 €
Axe 6 : Ralentissement des écoulements	Action VI.G.1	Elaboration d'une gouvernance de l'eau adaptée sur le bassin de la Seudre	EPCI du bassin de la Seudre	0 €	0	Financement hors cadre PAPI							
	Action VI.G.2	Animer la réflexion sur les politiques foncières à l'échelle du bassin	SMBS	0 €	0								
	Action VI.M.1	Analyse du rôle des taillées dans la protection contre la submersion marine	SMBS	60 000 €	TTC							60 000 €	
Axe 7 : Gestion des ouvrages de protection hydraulique	Action VII.M.1	Confortement et rehaussement des digues de 1er rang sur Ronce-Les-Bains	CD 17	1 280 800 €	HT			143 500 €	143 500 €	496 900 €	496 900 €		
	Action VII.M.2	Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de La Tremblade	CD 17	1 510 000 €	HT			107 500 €	107 500 €	647 500 €	647 500 €		
	Action VII.M.3	Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de Chaillevette	CD 17	1 283 500 €	HT					151 500 €	151 500 €	490 250 €	490 250 €
	Action VII.M.4	Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de l'Eguille-sur-Seudre	CD 17	657 500 €	HT			76 000 €	76 000 €	252 750 €	252 750 €		
	Action VII.M.5	Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de Saujon	CD 17	2 234 700 €	HT					217 500 €	217 500 €	899 850 €	899 850 €
	Action VII.M.6	Confortement/rehaussement de la digue de 1er rang sur la commune de Marennes	CD 17	782 600 €	HT			100 000 €	100 000 €	291 300 €	291 300 €		
	Action VII.M.7	Création d'une protection rapprochée des habitations sur la partie nord de la commune de Bourcefranc-Le-Chapus	CD 17	1 663 032 €	HT					100 000 €	100 000 €	731 516 €	731 516 €
	Action VII.M.8	Etudes stratégiques de réduction de la vulnérabilité à la submersion marine sur le secteur sud de L'Eguille	CD 17	79 500 €	HT					39 750 €	39 750 €		
Total				11 567 652 €	/	50 800 €	113 800 €	657 970 €	822 770 €	2 541 970 €	2 541 170 €	2 449 586 €	2 389 586 €

PROEF